



COMMUNIQUE

La Conférence des Présidents d'Université vient de tenir sa conférence annuelle à Metz et fait vingt propositions à l'issue d'un débat fort convenu.

En effet, la FERCSup-CGT conteste fermement la représentativité à laquelle prétend la CPU au sein de la communauté universitaire. Les Présidents sont élus, certes, mais le débat n'est pas mené dans les établissements, dans les Conseils et les vrais problèmes ne sont pas traités avec les premiers intéressés. Nous ne pouvons accepter que la CPU s'autoproclame porte-parole de la communauté universitaire.

Les vingt propositions qu'elle énonce s'inscrivent d'ailleurs dans les tendances lourdes des politiques actuelles du Ministère et portent de graves dangers pour la qualité du service public et pour la démocratie.

L'autonomie pleine et entière pour les établissements s'appuierait sur des contrats d'objectifs à tous les niveaux et sur une maîtrise totale des moyens. Les objectifs d'une telle revendication sont clairs : chaque Université, ou chaque Président, pourra disposer d'une totale liberté pour l'ensemble des ressources budgétaires, la masse salariale et le patrimoine immobilier.

Cette liberté irait jusqu'à la gestion du recrutement et des carrières des personnels IATOS et la fixation des services des enseignants-chercheurs.

En outre, le Conseil d'Administration serait « resserré » au profit des personnalités extérieures.

Autrement dit, le Président serait seul maître à bord, en lieu et place de l'Etat qui reste encore, malgré quelques accrocs sévères, garant de l'égalité de traitement entre les personnels du service public.

La volonté d'individualiser les situations des personnels pour les priver mieux des garanties collectives qui sont encore les leurs s'inscrit pleinement dans les menées ministérielles actuelles de promouvoir des règles managériales hérités de l'entreprise privée.

Ces logiques sont à l'opposé de notre conception d'un service public national qui consacre ses moyens à lutter contre l'échec et les inégalités.

La FERC Sup-CGT fera tout pour que ne s'instaure pas un système ségrégatif et une gestion clientéliste, au soi-disant mérite.

Montreuil, le 21 février 2007